



Le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM) plaide pour une réforme fiscale au Cameroun afin de doper la croissance et l'emploi, a constaté jeudi APA à Douala, la métropole économique à l'occasion de la 125^e assemblée générale ordinaire qui coïncide avec le soixantième anniversaire de la plus importante et la plus ancienne organisation patronale du pays avec près de trois cent entreprises membres.

Des préoccupations qui portent notamment sur la loi de finances 2018 récemment votée au parlement et promulguée mercredi par le chef de l'Etat Paul Biya, qui annule certains avantages de la précédente loi en rétablissant notamment des taxes sur la sortie de certains produits.

Raison pour laquelle, le GICAM a appelé le gouvernement à observer une « pause fiscale » afin de ne pas étrangler les entreprises.

Au sujet de la fiscalité, le GICAM plaide pour une réforme en profondeur du système fiscal qui devrait amener les entreprises à être imposées par rapport à leur productivité et non à leur chiffre d'affaires comme c'est le cas actuellement.

Malgré une situation économique « peu reluisante » notamment pour des raisons sécuritaires, a souligné le président du GICAM, Célestin Tawamba, il y a lieu de garder le cap, surtout si les

pouvoirs publics accèdent à certaines réformes.

« Nous n'avons pas à avoir peur des problèmes sécuritaires parce que nous avons les forces de défense qui nous soutiennent. Mais il n'en demeure pas moins que ces problèmes sécuritaires ont un impact sur l'économie », a-t-il déploré, avant d'exhorter les autorités à trouver des solutions efficaces devant favoriser la reprise de l'activité économique dans les zones affectées.

Conséquences, le taux de croissance qui avoisinait les 6% en 2015 a chuté à 4, 2% en 2017 et selon les prévisions, il pourrait dégringoler à 4% 2018 si l'insécurité persiste.